

Retraite - pension - allocation - minima *

> Régime général

- Revalorisation au 1^{er} janvier 2026 : **0,9 %**
- Montant maximum (théorique) : **2 002,50 €** (montant fixé en fonction du plafond de la Sécurité sociale).
 - Minimum contributif : **756,29 €** à partir du 1^{er} janvier 2026.
- Le montant est majoré si la durée de cotisation est égale ou supérieure à 120 trimestres. Montant maximum : **903,93 €** à partir du 1^{er} janvier 2026.
- Majorations sans condition de ressources, 10 % pour 3 enfants au moins.
- Majorations sous conditions :
- pour tierce personne : **1 288,13 €** - pour un enfant à charge : **5 %**

> Pension des fonctionnaires

- Revalorisation au 1^{er} janvier 2026 : **0,9 %**
- Le minimum mensuel de pension des fonctionnaires s'élève à **1 366,35 €** pour au moins 40 ans de services ; **785,65 €** à partir de 15 ans de service majorés de 2,5 points/an, entre 15 et 30 ans de services, puis 0,5 point/an entre 30 et 39 ans de services.

> Pension militaire et retraite du combattant

- Valeur du point d'indice servant au calcul des pensions militaires d'invalidité (PMI), des retraites du combattant et du plafond majorable des rentes mutualistes anciens combattants au 1^{er} janvier 2026 : **16,07 €**
- Pour bénéficier de la retraite du combattant, il faut être titulaire de la Carte du combattant. La Carte du combattant et le Titre de reconnaissance de la Nation (TRN), réservés aux seuls anciens combattants et familles de « Mort pour la France », permettent la Rente mutualiste ancien combattant (rente non imposable, subventionnée par l'État, dont les versements sont déductibles en totalité des revenus).*

> Retraites complémentaires

- Agirc-Arrco** : **1,4386 €** au 1^{er} novembre 2024, revalorisation de **1,6 %**. Le salaire de référence ou prix d'achat d'un point est de **20,1877 €** au 1^{er} janvier 2025. 1 pt Agirc-Arrco = 1 pt Agirc déjà acquis x 0,347798289 ; 1 pt Agirc-Arrco = 1 pt Arrco déjà acquis.
- Ircantec** : (au 1^{er} janvier 2026) **0,56053 €**, revalorisation de **0,9 %**. La valeur du salaire de référence (prix d'achat d'un point de retraite) a été fixée pour l'année 2026 à **5,787 €**.

> Contributions sur pensions et retraites

Taux prélevés en 2026, en fonction de l'avis d'imposition 2025 calculé sur les revenus de 2024 (RFR 2025)¹.

	Exonération	CSG 3,8 % CRDS 0,5 % ⁽²⁾	CSG 6,6 % CRDS 0,5 % CASA 0,3 % ^{(2) (3)}	CSG 8,3 % CRDS 0,5 % CASA 0,3 % ^{(2) (3)}
1 part	Inférieur ou égal à 13 048 €	13 049 € à 17 057 €	17 058 € à 26 471 €	Égal ou supérieur à 26 472 €
1,5 part	Inférieur ou égal à 16 532 €	16 533 € à 21 612 €	21 613 € à 33 537 €	Égal ou supérieur à 33 538 €
2 parts	Inférieur ou égal à 20 016 €	20 017 € à 26 167 €	26 168 € à 40 603 €	Égal ou supérieur à 40 604 €
2,5 parts	Inférieur ou égal à 23 500 €	23 501 € à 30 722 €	30 723 € à 47 669 €	Égal ou supérieur à 47 670 €

(1) Cf. la circulaire de la Cnav du 23 décembre 2025.

(2) Cotisation à 1,3 % en Alsace Moselle depuis le 1^{er} avril 2022.

(3) Cotisation maladie au taux de 1 % sur les retraites complémentaires sur les RFR 2023.

La CSG à 3,8 % est déductible du revenu imposable. Pour la CSG à 6,6 % et à 8,3 %, 2,4 % ne sont pas déductibles. La CRDS et la CASA ne sont pas déductibles.

La règle de gestion du dispositif d'atténuation du franchissement du plafond d'assujettissement au taux de 3,8 % permet de conserver ce taux. Ainsi ceux qui étaient en dessous d'un RFR en 2023 leur permettant de bénéficier d'un taux 0 ou 3,8 % en 2025 et qui franchissent le plafond avec leur RFR 2024, les conduisant à un taux de CSG de 6,6 ou 8,3 % en 2026, conserveront en 2026 le taux de 3,8 %. Ils restent également non assujettis à la CASA. Il faut franchir deux années consécutives le plafond pour perdre le taux de 3,8 % et devenir redevable de la CASA. Le 1 % assurance maladie sur les complémentaires ne fait pas l'objet du dispositif d'atténuation du plafond d'assujettissement au taux de 3,8 %.

> Pension de réversion

- Régime général**
- Elle est de 54 % de la pension du conjoint décédé, sous conditions de ressources, soit au 01/01/26 : moins de **25 001,60 €/an** pour 1 personne et **40 002,56 €/an** pour 1 ménage.
 - Montant minimum au 01/01/26 : **334,92 €** pour 60 trimestres validés.
 - Montant maximum au 01/01/26 : **1 081,35 €** (54 % du montant maximum de retraite).

- Fonction publique**
- Elle est égale à 50 % de la pension du conjoint décédé, sans condition de ressources.

- Retraites complémentaires**
- Montant : 60 % de la retraite complémentaire du défunt, sans condition de ressources. Condition d'âge : 55 ans pour tous, si le décès est survenu à compter du 01/01/19. Avant : 55 ans (Arrco) et 60 ans (Agirc).

> Allocation veuvage

- Au 1^{er} janvier 2026
- Plafond de ressources : **2 698,42 €/trimestre**
 - Montant : **719,58 €**

> Minima sociaux

- Revalorisation au 1^{er} janvier 2026
- Aspa** : L'allocation de solidarité aux personnes âgées concerne les personnes qui n'ont jamais ou peu cotisé (remplace le minimum vieillesse). Elle est attribuée sous conditions d'âge (65 ans), de ressources et de résidence sur le Territoire national (9 mois) :
- Pour 1 personne : **1 043,59 €**
Pour 2 personnes : **1 620,18 €**
Elle est récupérable sur succession dépassant **108 585,14 €** (2026) en métropole.

- L'Aspa reprend largement le dispositif du minimum vieillesse qui est encore servi.

Nota : les actuels bénéficiaires des prestations contributives du minimum vieillesse continuent à les percevoir selon les règles applicables avant leur abrogation. Mais ils peuvent y renoncer pour bénéficier de l'Aspa.

ATTENTION : l'option est irréversible.

- Allocation de vie chère (ex FNS) 2024, sous conditions de ressources :
Pour 1 personne : **1 817 €**
Pour 2 personnes : **2 272 €**

À noter : un certain nombre de revenus de l'épargne réglementée sont pris en compte dans les ressources qui déterminent le montant de la pension.

* Sauf indication complémentaire les montants indiqués sont mensuels et en brut